

## Cesare Mattina, Saïd Bouamama, Marseille : un cosmopolitisme en trompe-l'œil ?

Compte – rendu de conférence – samedi 14 mars 2020, librairie Maupetit.

### Les auteurs et le cadre de la conférence

La conférence – débat fut proposée par le Club Controverses et Perspectives. Ce Club est porté par l'association Confluences qui se présente comme "ONG pour la promotion et la défense des droits humains, qui oeuvre à la fois en France, au Maghreb et au Moyen-Orient"<sup>1</sup>. Il me faut, pour obtenir plus d'informations à propos de cette ONG, effectuer plusieurs recherches sur le net. L'adresse suivante : <https://blogs.mediapart.fr/confluencesmarseille@gmailcom/blog> mène au blog médiapart de Rabha Attaf qui effectivement apparait comme "team member" sur le facebook. Cette personne a notamment écrit un livre sur la révolution égyptienne<sup>2</sup>. Je constate que Confluences existe depuis 2003, qu'elle a participé, en lien avec la LDH, à cette enquête sur la prison des Baumettes qui "épingle l'enfer des Baumettes", dont m'avait parlé un ami journaliste<sup>3</sup>. Sur son facebook je note qu'elle participe à et/ou relaie des actions et informations qui concernent la Palestine et l'apartheid israélien – j'avais noté d'ailleurs à ce sujet la présence de membres de BDS à la conférence, notamment de Liliane Nasser – le sexisme et le harcèlement sexuel en Egypte, la mort de Mehdi (un jeune de 18 ans, habitant du quartier Maison Blanche, tué récemment par des policiers suite à une course poursuite suite à un brackage<sup>4</sup>), la campagne internationale de soutien à Assia Traoré et sa famille, ou encore les discriminations à l'embauche. Enfin je note aussi une proximité avec le laboratoire méditerranéen de sociologie au sein duquel ils ont organisés un cycle de conférence en 2018 intitulé : "Marseille entre métropolisation et ségrégation"<sup>5</sup>.

La conférence est introduite par la présidente et une autre membre qui présentent rapidement les auteurs avant de leur donner la parole. Cette dernière précise notamment connaître Saïd, qu'elle tutoie ainsi, depuis les années 1980, à l'époque d'une association dont le nom m'a malheureusement échappé, peut-être bien l'association Convergence 1984. La "question fondamentale" de la présidente : "faire l'état des lieux et comment y remédier ?" On notera la précision de la question...

### Présentation de la conférence reprise sur le net :

Le mythe persistant du cosmopolitisme marseillais recouvre une réalité plus complexe. Marseille est en effet une ville divisée entre quartiers nord et quartiers sud - un euphémisme pour distinguer les arrondissements majoritairement habités de « blancs » des autres secteurs où vit une grande partie de la population issue de l'immigration maghrébine et africaine. Ces territoires sont particulièrement sous équipés en matière de transports, de culture, de santé, etc. Et la jeunesse qui y vit est violemment discriminée, notamment en matière de formation, d'emploi, de logement, etc.

---

1 <https://www.facebook.com/pg/ConfluencesNGO/about/>

2 R. Attaf, "Place Tahrir, une révolution inachevée", éditions Workshop 19, 2017.

3 Pierre Isnard-Dupuy, « Une prison digne d'une dictature » : un rapport épingle l'enfer des Baumettes à Marseille, Bastamag, 24 janvier 2018.

4 <http://www.lamarseillaise.fr/marseille/flash/80524-mort-de-medhi-le-collectif-maison-blanche-demande-justice>

5 <http://lames.cnrs.fr/spip.php?article1010>

Mais, malgré ces inégalités flagrantes, la question de la ségrégation ethno-culturelle est éludée dans le débat public. Pourtant, la façon dont on fabrique et hiérarchise la population marseillaise en fonction de son origine ethnique ou de sa religion est édifiante.

Contribution de Césaire Mattina : *"Discriminer et hiérarchiser les groupes sociaux pour « mieux » gouverner la ville. Gagnants et perdants du jeu communautaire à Marseille"*.

Contribution de Saïd Bouamama : *"Fabrique idéologique des catégories ethniques et ségrégation sociale et politique"*.

#### Les auteurs :

Césaire Mattina est sociologue, enseignant-chercheur en sociologie au Laboratoire Méditerranéen de Sociologie (LAMES-CNRS) et à l'Université d'Aix-Marseille. Il a notamment écrit *Clientélismes urbains. Gouvernement et hégémonie politique à Marseille*. Edité chez Presses de Sciences Po en 2016.

Saïd Bouamama est présenté sur Wikipédia comme "sociologue et militant associatif et politique de nationalité algérienne résidant en France"<sup>6</sup>. Il développe une sociologie des dominations prenant pour objets les questions liées aux quartiers populaires et ouvriers, à l'immigration et la place des personnes issues de l'immigration dans la société française, les jeunesses et la citoyenneté, les différentes formes et expressions des discriminations de sexe, de « race » et de classe, etc. Il a publié plusieurs ouvrages et a contribué à de nombreuses publications collectives telles que le *Dictionnaire des inégalités* ou *Culture coloniale*. Membre de l'association Intervention Formation Action Recherche (IFAR), il y est chargé de recherche et formateur de travailleurs sociaux, et de P.H.A.R.E. pour l'Égalité (Praxis Histoire Action-Recherche Éducation Populaire pour l'Égalité), organisme d'intervention sociologique qu'il a co-fondé. Il est membre du FUIQP (Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires). Il tient un blog : <https://bouamamas.wordpress.com/>. En 2018, Bouamama dénonce les dérives de la Françafrique dans *Manuel Stratégique de l'Afrique*<sup>7</sup>.

#### **Ce que je retiens de la conférence**

##### Intervention de Cesare Mattina :

Cesare Mattina est revenu sur les analyses développées dans ses travaux. Il introduit son propos en rappelant qu'il a travaillé sur les clientélismes urbains mais aussi sur la construction et le traitement des communautés en tant que telles. Il a travaillé en particulier sur les communautés du Maghreb et des Comores. Il parle d'une redistribution inégalitaire des ressources, tant matérielles que symboliques, entre les différentes communautés de Marseille ; c'est plutôt là une conclusion de son travail.

Une question qu'il pose, en amont, est celle des fonctions et des injonctions politiques jouées par les communautés. Il se demande comment s'est construit un discours sur les communautés, discours du melting-pot et du cosmopolitisme. Il revient alors sur deux événements fondateurs de ce discours.

Le premier se déroule vers le 7 mai 1986, à la mort (ou aux obsèques ?) de Gaston Defferre, illustre maire de Marseille pendant une trentaine d'année. Il raconte la mise en scène politique et discursive

<sup>6</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Sa%C3%AFd\\_Bouamama](https://fr.wikipedia.org/wiki/Sa%C3%AFd_Bouamama)

<sup>7</sup> Saïd Bouamama, *Manuel Stratégique de l'Afrique*, Investig'Action, 2018.

tendant de mettre en exergue la pluralité ethnico-religieuse. Ont été invité à défiler aux funérailles différentes communautés, par le biais de responsables culturels. Il note que quelques années plus tard sous Robert Vigouroux, l'association oecuménique Marseille Espérance est créée afin de promouvoir la diversité. Régine de l'association BDS, racontera lors du débat que cette association leur a mis des batons dans les roues lors de l'organisation d'événements autour de la Palestine...

Le deuxième se déroule le 19 juin 1999, lors des célébrations des 2000 ans d'histoire de la cité phocéenne. De grandes festivités ont été organisées, plus de 2000 artistes convoqués (si j'ai bien entendu !) afin de montrer "un puzzle de la mémoire des communautés".

La critique qu'il fait de ces événements, au-delà de la description et du dévoilement d'une mise en scène, d'une construction sociale et politique, se situe à l'endroit du choix des communautés mises en avant et des amalgames entre communautés religieuses, ethniques, culturelles, régionales... Sur le premier point il note que certaines des plus importantes communautés de Marseille n'étaient pas (ou quasiment pas) représentées. Il cite notamment, en termes de zones géographiques, les Comores et la Tunisie (et l'Algérie et plus largement le Maghreb ?). Tandis que sont fortement mis en avant l'Arménie, mais aussi le Vietnam, le Brésil, les Antilles.

Son travail consista à analyser les différences entre les discours et les réalités. Il observe un traitement différencié des différentes communautés. Il observe des constructions tant par le haut que par le bas des communautés, avec un enjeu de reconnaissance et de légitimation aux niveaux symboliques, mémoriels, matériels.

Les communautés perdantes selon lui : celles déjà citées, maghrébines et comoriennes, globalement exclue de la redistribution des ressources, notamment en termes d'emploi et de logement, mais aussi de commémorations. Elles sont d'ailleurs plutôt construite comme des communautés à problème. Marie-Hélène dira qu'il y a quand même une première plaque commémorative qui a été obtenue d'arrache-pied, concernant le meurtre d'une personne maghrébine dans les années 1980, à une époque où beaucoup d'homicide volontaire racistes ont lieu à Marseille.

#### Intervention de Saïd Bouamama :

Saïd Bouamama complète l'argumentaire de Cesare Mattina.

Il parle lui aussi d'un discours très présent à Marseille, même chez les militants dit-il, autour du cosmopolitisme, et de ce qu'il appelle la spécificité – que je tradirais : spécificité des communautés et des territoires, notion qu'il reprend de Frantz Fanon qui disait déjà qu'il fallait se méfier des discours sur la spécificité lorsqu'il vient des dominants. Il précise qu'un des éléments de ce discours est que Marseille serait une ville Méditerranéenne, et que les termes sont en général non défini. Il donne comparaison citant Roubaix, la ville d'où il vient, qui sort à peine de vingt ans d'une telle revendication cosmopolite concernant des communautés italienne, maghrébine et flamande qui vivrait en harmonie.

Face à ces discours, il propose trois lignes de critique.

La première est que, pronant une identité spatiale, ils masqueraient les réalités sociales et notamment la structuration coloniale de la ville, qui existerait à Marseille plus qu'ailleurs en France. A Marseille, tu arrives, tu vois directement la colonialité à l'oeuvre, la coupure entre quartiers nord et quartiers sud.

La deuxième est qu'existe en même temps un discours excluant qui vient dire qui est légitime et qui est indésirable. Il en veut une phrase terrible du maire, Gaudin, qui disait plus ou moins : *“Le Marseille populaire ce n'est pas le Marseille maghrébin, le Marseille comorien. (...) Le centre-ville est envahi. (...). Moi je lutte contre les marchands de sommeil, je fais revenir des gens qui paient des impôts”*.

La troisième vient redéfinir et critiquer la notion de communauté, qui *“n'est pas une réalité essentielle qui perdure”* mais est historiquement déterminée soit par une matérialité (ce que l'on peut voir avec les logiques de réseau dans les parcours de migration) soit par du discours politique qui crée de la communauté. Il critique une approche / lecture culturaliste des populations qui serait présente à Marseille, qui contient trois critères :

- une homogénéisation de couches de populations selon des critères d'appartenance ethnico-culturels,
- une adresse et un traitement des populations selon ces critères d'appartenance et non plus selon des critères sociaux tels que l'habitat ou le travail,
- une négation des relations qu'entretiennent les populations avec d'autres couches de population, avec d'autres territoires.

Il oppose à cette lecture qui essentialise (terme qui est un peu une manière facile aujourd'hui de rejeter une analyse) une lecture en termes de centre / périphérie, hérité de l'économie internationale.

Il donne enfin quelques éléments d'explication ; pourquoi est-ce ainsi, pourquoi ces antagonismes perdurent, quelles entraves à la remise en cause, à la révolte :

- la force du clientélisme,
- la force des inégalités,
- le décalage culturel entre militants et habitants, le manque de canal et de relais d'expression pour les habitants.

Reste selon lui l'auto-organisation, *“mais c'est une galère”*.

### **Ce que j'en dis**

On a là quelques faits ainsi qu'une lecture des faits et une mise en tension selon des grilles de lecture sociologiques et socio-économiques.

Les informations, les faits et lectures proposées seraient éventuellement à étayer afin de donner plus de consistance à un argumentaire, à une description d'une Marseille néocoloniale. Reste qu'on a là un bout de puzzle pour parler de néocolonialisme et/ou d'andocolonialisme à Marseille, et plus globalement d'antagonismes sociaux et de gouvernementalité, de pouvoir. Le livre de Cesare Mattina pourrait être

très instructif à ce propos<sup>8</sup>. Nous pourrions aussi lire son article “Discriminer pour gouverner. Gagnants et perdants du jeu communautaire à Marseille”, paru sur le site la vie des idées en 2018<sup>9</sup>, ou encore l’article “Sociologie de Marseille : la « ville habitée » contre la « ville imaginée »” de Cesare Mattina et Nicolas Maisetti, paru en 2015 chez [www.metropolitiques.eu](http://www.metropolitiques.eu), qui recense le livre Sociologie de Marseille<sup>10</sup>.

On a aussi là quelques bases pour parler des communautés, pour définir ce terme plus précisément, avec un regard sociologique et historique.

La fin de l’intervention de Saïd Bouamama me confirme dans l’idée d’une séparation des milieux militants et des habitants et populations plus directement concernés par (sinon victime de) la domination raciste et coloniale, et dans l’intérêt de travailler plus spécifiquement sur cette séparation, cette clôture, voir cette reproduction des divisions sociales au sein des milieux associatifs et militants.

---

8 Sa quatrième de couverture nous en dit un peu :

*“Croisant dossiers d’archives inédites, entretiens, observation ethnographique, articles de presse et données statistiques, cet ouvrage propose, au-delà du folklore de la « marseillologie », une vision à la fois précise et distanciée d’une des manières de gouverner une ville.*

*Attribuer un emploi public, un logement social, un permis de construire, des places en crèche ou un simple titre honorifique est une prérogative des collectivités locales. Loin d’être anodines, ces redistributions de biens publics, matériels ou symboliques, à des individus, des familles, des groupes religieux, des personnalités sont une des modalités du gouvernement de la ville.*

*À partir de l’exemple de Marseille, Cesare Mattina montre comment, dans une ville souvent qualifiée de corrompue, le clientélisme urbain a essentiellement profité aux classes moyennes et petites/moyennes en ascension sociale. Depuis les années Defferre, il a permis aux mêmes groupes sociaux et professionnels, choisis, voire construits — employés des collectivités locales, élites associatives communautaires et de quartier, notables des professions libérales, etc. —, de constituer un « bloc social historique », pour reprendre les termes d’Antonio Gramsci.*

*Croisant dossiers d’archives inédites, entretiens, observation ethnographique, articles de presse et données statistiques, cet ouvrage propose, au-delà du folklore de la « marseillologie », une vision à la fois précise et distanciée d’une des manières de gouverner une ville.”*

9 <https://laviedesidees.fr/Discriminer-pour-gouverner.html>

10 Michel Peraldi (dir.). Claire Dupont, Michel Samson, Sociologie de Marseille, Paris, éd. La Découverte, coll. Repères, 2015.